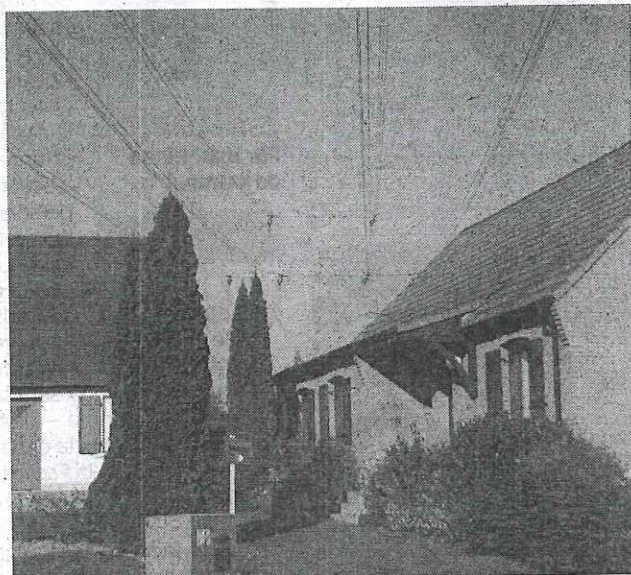


La ligne à très haute tension suscite le débat public

Réseau de Transport d'Électricité envisage de reconstruire la ligne très haute tension entre Lille et Arras. L'entreprise a saisi la commission du débat public pour consulter la population concernée.

Face à l'augmentation de la demande et de la production d'électricité, l'entreprise Réseau de Transport d'Électricité (RTE) envisage le renforcement de sa ligne de grand transport d'électricité entre Avelin et Gavrelle. Une ambition qui vise à la construction d'une ligne de 400 000 volts à double circuit afin de remplacer celle déjà existante mais trop vétuste et à simple circuit afin de faire face à la demande en énergie. « L'évolution de la consommation et de la production nécessite, pour RTE, la réalisation de ces travaux », explique-t-on au sein de l'entreprise. Un projet qui impacterait un vaste bassin de vie puisque 29 communes sont concernées.



L'impact sur la santé est l'un des enjeux du débat.

Si le projet voit le jour, ce sera le début d'un vaste chantier. En effet, RTE envisage la construction d'une ligne à double circuit à faisceau quadruple. Elle pourrait ainsi transporter dans les deux sens trois fois plus d'électricité que la ligne existante datant des années 1960. La nouvelle ligne

sera également plus imposante avec des pylônes de dix mètres plus grands et plus imposants. « Le nombre de câbles passera de 6 à 24 », précise-t-on à RTE. Compte tenu de l'ampleur du chantier, RTE s'est lancé depuis le 12 octobre dans une vaste opération de consultation de la population. Elle a pour cela

saisi la commission nationale du débat public (lire encadré). Débat public qui est prévu pour durer jusqu'au 2 février 2012. La population a donc la possibilité d'émettre ses opinions pour que RTE en tienne compte. Outre les questions techniques, les réflexions de la population portent sur l'im-

Les réflexions portent sur l'impact pour l'environnement et la santé des populations

pact environnemental et paysager du projet mais aussi sur les conséquences en matière de santé publique. Certains arguant que les champs électromagnétiques produits par ces lignes sont nocifs pour la santé.

Autre élément : les deux tracés proposés, l'un à l'ouest de la ligne actuelle, le long de l'A1. Le second, représentant une variante, est sur le tracé de la ligne existante.

Le chantier pourrait débuter en 2016 et les travaux pourraient durer jusqu'en 2017. Son coût est estimé à 95 millions d'euros, dont 15 pour les mesures compensatoires. Le débat public a son importance puisqu'il va permettre d'orienter les choix de RTE. ■ G.C.

Plus d'informations sur : <http://www.debatpublic-lillearrast.ht.org/>

La commission particulière est le garant du débat public

« La commission particulière du débat public n'a pas vocation à se prononcer sur le fond du dossier. Elle est le garant du débat public », explique Michel Giacobino, ingénieur des Ponts et chaussées, mais surtout président de la commission particulière du débat public. « La commission représente une réelle innovation sur des dossiers comme celui-ci. Cela ne fait que 15 ans que la commission nationale existe », explique Michel Giacobino. « Pour le projet et pour l'Arrageois, c'est une chance de pouvoir bénéficier d'un tel débat public. Il n'y en a qu'une dizaine en France chaque année. La commission nationale a jugé que le projet de ligne à très haute tension entre Lille et Arras était un projet suffisamment important pour lui dédier une commission particulière. »

La commission a pour mission de garantir le débat. « Nous devons veiller à ce que le public soit informé. Nous récoltons également ses propos afin de rédiger un rapport qui sera transmis à RTE, le maître d'ouvrage. » En fonction de ce rapport, RTE peut donner suite ou pas à son projet si l'opposition est forte. Pour Michel Giacobino « le projet a une envergure nationale et internationale puisque la ligne est rattachée à la Belgique. Il est important que le public s'empare du débat qui lui est offert. »